

THÈME 1

LES DÉFIS DE LA GLOBALISATION POUR L'INSTITUTION PARLEMENTAIRE

Rapporteur: Président Trillo-Figueroa, Congrès des Députés, Espagne.

Le **Président Trillo-Figueroa** (Congrès des Députés, Espagne) a commencé par définir le concept de globalisation – il s’agit d’un processus de transformations qui se produisent au sein de la société internationale dans tous les domaines (économie, information, écologie, technique) de sorte que l’on ne peut en percevoir la réalité dans le seul contexte local, régional ou national. La globalisation, a-t-il ajouté, présente plusieurs dimensions:

Le première est économique et a entraîné une augmentation de l’interdépendance à l’échelle mondiale. Couvrant tous les aspects de la culture, tels que la musique, la littérature ou le cinéma, l’activité culturelle se produit simultanément dans le monde entier. Dans une large mesure, la globalisation de la culture et de l’économie est le fruit de la globalisation de l’information.

La troisième dimension est la globalisation politique. Après la fin de la bipolarisation des relations internationales, en 1989, nous avons assisté à la généralisation de la démocratie représentative, système actuellement sans alternatives, tant au point de vue politique qu’idéologique et moral. Partant, les frontières, intérieures ou extérieures, ont perdu leur sens. Ulrich Beck a parlé de la disparition d’une prémisses essentielle à la modernité – l’idée des espaces fermés et limités aux États nationaux. Ceux-ci ne sont plus actuellement le cadre de l’intervention politique où nous évoluons. Le concept de souveraineté, tel qu’il avait été créé au XVIe siècle et consacré aux XIXe et XXe siècles, est terminé.

La souveraineté est désormais partagée, tant aux niveaux supérieurs qu’inférieurs. Un bon exemple en est le processus de construction européenne, puisque l’UE tend à absorber des éléments de la souveraineté classique, tels que la monnaie, la sécurité ou même l’armée. À un niveau inférieur, les sentiments locaux et nationalistes sont en train de fragmenter les compétences qui appartenaient au domaine de la souveraineté. Les lois récentes de dévolution du pouvoir au Royaume-Uni, le processus original de régionalisation italien, le processus belge ou les autonomies en Espagne le démontrent. L’État cède encore à la société, avec les privatisations, des pans de pouvoir qui lui appartenaient depuis plusieurs décennies.

Le Président Trillo-Figueroa s’est déclaré certain de la nécessité de modifier certains aspects de la vie des institutions démocratiques pour répondre à ces changements issus de la globalisation. En effet, a-t-il dit, nous avons des exemples proches de nous des insuffisances institutionnelles – il n’y a pas encore, dans l’UE, de sentiment de citoyenneté européenne et, sans ce sentiment de citoyenneté, il ne peut pas y avoir non plus de solidarité européenne.

La croissance des élites bureaucratiques qui ne rendent pas de comptes au citoyen, a continué le Président Trillo-Figueroa, a contribué à la crise de la démocratie. Certains défendent la cyberdémocratie en tant que solution au problème, une espèce d’hyperdémocratie qui utiliserait des liaisons informatiques personnalisées ou familiales, dans le processus de prise de décision au niveau local, voire au niveau européen et global. Mais le Professeur Giovanni Sartori a raison d’affirmer que cette méthode a des conséquences pour la liberté individuelle : choisir un

avocat ou un médecin et se défendre ou se soigner soi-même ce n'est pas la même chose.

Le Président Trillo-Figueroa a invité les personnes présentes à réfléchir à plusieurs aspects liés au problème de la médiation politique. Il est vrai que les systèmes d'élaboration des listes électorales, le "parasitisme" des partis (soutenus par des organisations para-étatiques), la méthode de financement public des partis politiques et la tolérance de financements privés peu transparents ont séparé les partis de l'opinion publique, aussi bien en Europe que dans le reste du monde. Il est aussi vrai qu'il existe un énorme corporatisme des intérêts sociaux, par le biais des instruments de médiation qui finissent par devenir élitistes.

Le phénomène de la spécialisation, en particulier depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, a conduit à la technocratie. Le processus de prise de décision est de plus en plus basé sur la connaissance des experts, ou sur ce que Dahl a appelé l'intelligence spécialisée.

Il y a encore la manipulation politique, à travers les médias, sur lesquels il n'existe aucun contrôle.

Et enfin, nous assistons à une colonisation de la politique par l'économie. Les instruments de direction politique sont de plus en plus fragiles devant les impératifs du système économique, ce qui se répercute sur le principe de l'égalité politique – tant au niveau de l'égalité entre les citoyens, qu'au niveau de l'égalité entre les États. À ce niveau, il est significatif que la décision d'intervenir au Kosovo, même si elle rejoint les principes de l'alliance atlantique et qu'elle a été développée au sein de l'ONU, ait été prise lors d'un forum de caractère économique – le G7+1.

Ces caractéristiques de la médiation politique à l'heure actuelle, a affirmé le Président Trillo-Figueroa, obligent les parlements à relever les défis de la globalisation: la difficulté pour le Parlement d'agir avec la rapidité et la simultanéité imposées par la société actuelle; son éloignement, du moins apparent, de la sphère de la réalité; le manque d'adéquation de certaines procédures, trop rigides et figées, conçues au siècle dernier. Et encore, l'inversion de la relation classique entre Parlement et médias – ce sont eux désormais qui élaborent l'agenda politique, établissent les priorités de l'attention publique et, partant, imposent presque les ordres du jour des Parlements.

Le Président Trillo-Figueroa a ajouté que le contrôle parlementaire est lui aussi devenu moins efficace et immédiat, le Parlement se limitant bien souvent à prendre note des décisions prises par d'autres instances, mieux dotées de structures bureaucratiques, de capacité politique et de capacité de communication politique, comme les exécutifs. La simultanéité et la rapidité qui résultent de la globalisation sont perçues par le citoyen comme une valeur essentielle de notre processus de délibération. Les Parlements doivent savoir réagir à cette demande des citoyens, de solutions plus immédiates, plus proches.

Pour conclure, le Président Trillo-Figueroa a réaffirmé la responsabilité des leaders parlementaires, afin d'ouvrir le Parlement à la société, de dynamiser les

processus parlementaires, de les rendre plus souples, de renforcer le contrôle – surtout budgétaire –, de faire en sorte qu’il y ait un exercice plus efficace de la fonction législative, qui dure aujourd’hui des mois, de renforcer le Parlement en tant qu’organe de négociation politique, en accueillant les nouvelles représentations sociales, d’approfondir la fonction de publicité qui justifie l’existence parlementaire. Il a également réitéré la foi et la conviction en la fonction du Parlement. Homère a dit que la barbarie des cyclopes existait parce qu’ils n’avaient pas d’assemblée. Tant de siècles plus tard, l’assemblée délibérative est toujours la seule solution aux conflits politiques. Le Parlement survivra parce qu’il est l’expression de la raison dialoguée et dialoguante – la seule condition qui garantit notre dignité en tant que citoyens face à la barbarie.

Le **Président Wolfgang Thierse** (Bundestag, Allemagne) a exprimé son accord avec le Président Trillo à propos des conséquences de la globalisation économique sur l’action des Gouvernements et des Parlements. La réponse à ces développements, a-t-il ajouté, passe forcément par une plus grande coopération entre les pays, de manière à éviter, par exemple, l’évasion fiscale pratiquée par les multinationales ou que ces entreprises ne se délocalisent vers des pays sans règles sociales ou sans un minimum de critères environnementaux.

Le Président Thierse a également affirmé qu’il est vrai que les compétences des Présidents sont différentes d’un pays à l’autre, ce qui rend difficile d’effectuer une coordination entre Présidents des Parlements sur des matières substantives de l’Union européenne, mais le défi de la globalisation doit obliger à une réflexion sur la manière la plus adéquate de réagir à ce phénomène.

Ainsi, a affirmé le Président Thierse, il faut développer davantage le travail de coordination pour créer un espace public démocratique européen. Par exemple, on pourrait utiliser ce forum pour coordonner l’inscription simultanée à l’ordre du jour des différents Parlements nationaux de matières qui intéressent vraiment les personnes, comme l’Agenda 2000. Ce serait une manière d’augmenter l’impact de la discussion parlementaire auprès des médias.

Pour y parvenir, a rappelé le Président Thierse, il faudra privilégier une ressource fondamentale – l’information. Les échanges d’informations doivent donc être faits de manière efficace, comme le souligne la Présidente Dahl dans son rapport. Comme il sera nécessaire d’avoir une base administrative solide à cet effet, on pourrait utiliser, par exemple, le bureau européen de l’Union Interparlementaire pour concentrer toute l’information et la diffuser ensuite via électronique. À long terme, cette base de données pourrait contenir toute la discussion suscitée dans les différents Parlements à propos des grands thèmes de l’Union européenne et même des informations sur les conséquences de la législation et sur certaines possibilités de simplification de la législation.

Pour terminer, le Président Thierse a affirmé que la normalisation de la collecte et de la transmission de l’information rendrait possible la coordination à effectuer par les Présidents des Parlements. Il a donc proposé la création d’un Groupe de Travail qui étudierait les méthodes adéquates ainsi que les moyens et les ressources nécessaires pour mettre en oeuvre un tel projet.

Le **Président Seamus Pattison** (Dail, Irlande) a rappelé que l'on a assisté ces dernières décennies à une augmentation accentuée du nombre d'organisations internationales, qui sont passées de 1400 dans les années 60 à 5000 dans les années 90. Nombre de ces organisations ont provoqué des effets bénéfiques, comme c'est le cas de l'UE dans le développement économique de l'Irlande ou du Portugal. Pour l'Irlande, l'appartenance à des organisations internationales est une question d'affirmation face au monde.

S'il est vrai que la globalisation économique a eu des effets positifs en Europe, aux États-Unis et au Japon, a ajouté le Président Pattison, il n'en est pas moins vrai que plusieurs pays ont été marginalisés dans ce processus. Il faudra donc accorder une attention particulière à la vulnérabilité des États moins développés et essayer de les aider à consolider le peu qu'ils ont déjà acquis. La majeure partie de la population mondiale vit encore hors de la démocratie libérale, du régime démocratique, a-t-il rappelé.

Le Président Pattison a précisé que, contrairement aux Parlements, aux Gouvernements et aux fonctions publiques, qui continuent à être nationaux, le commerce et les entreprises ont atteint, dans beaucoup de cas, une dimension internationale. En ce qui concerne les matières européennes, cette divergence est évidente, puisque le rôle des Parlements nationaux est quasi nul et que le PE est très loin des citoyens; aussi les Parlements sont-ils de moins en moins efficaces. La solution passe par l'ouverture des Parlements à l'extérieur, en élargissant le processus de débat parlementaire, par le biais, par exemple, des commissions d'analyse.

Le **Président Jan Lenssens** (Chambre des Représentants, Belgique) a affirmé que la globalisation n'est pas seulement une menace mais aussi un défi, quelque chose qui comporte des éléments positifs. La Communauté européenne elle-même a été créée sur une base de libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services, parce que l'on a cru que cela apporte des bénéfices.

Mais ce défi, a ajouté le Président Lenssens, oblige les Parlements à être des agents du processus de globalisation, du moins en ce qui concerne la généralisation du régime démocratique. Si les Parlements sont vus comme de simples agents du processus, où est la primauté de la politique ?

Le Président Lenssens a soutenu que les deux solutions traditionnelles à ce problème – l'idéaliste, qui croit possible d'humaniser la globalisation avec un "citoyen du monde" doté d'identité politique, et l'institutionnelle, qui fait confiance aux organisations internationales, telles que le FMI ou l'OMC, pour dominer le processus de globalisation – ne sont pas adéquates, puisqu'elles ne sauvegardent pas le processus démocratique. Il a donc défendu une troisième voie, plus décentralisée, avec la garantie de participation de la société civile. C'est sur cette voie que la coopération interparlementaire trouve sa place, comme vecteur de l'établissement d'un espace public européen et mondial.

Le Président Lenssens a caractérisé le monde actuel par la différenciation des valeurs et des normes dans la société – articuler ces différences représente l'essence du processus de prise de décision démocratique et moderne. Les structures parlementaires doivent donc être polyarchiques, en valorisant la confrontation et la concurrence d'initiatives parlementaires de manière à ajouter de la valeur au processus de décision. Une approche trop formaliste ou institutionnelle de la coopération interparlementaire étranglerait le flux des idées politiques.

La coopération interparlementaire, a conclu le Président Lenssens, donne la garantie d'une cinquième liberté en Europe – la liberté des initiatives parlementaires, de manière à compenser le déficit démocratique découlant de la flexibilité et de la différenciation croissante dans le contexte du processus de prise de décision européen. Sans un grand espace parlementaire animé par de nombreux acteurs il n'y aura pas de légitimité démocratique.

Le **Président Laurent Fabius** (Assemblée Nationale, France) a affirmé que la globalisation a provoqué un double déplacement du pouvoir. D'abord, un déplacement géographique, hors des zones traditionnelles, notamment l'Europe. Ce fait n'est pas négatif en soi ; mais ce déplacement géographique crée le danger de l'uniformisation et des difficultés dans la préservation des différences, même au niveau infranational, qui sont des éléments négatifs. L'Union européenne est la réponse à ces dangers et il lui appartient de préserver les différences, sans tomber dans l'autre extrême en créant des ghettos.

Le deuxième déplacement du pouvoir, a exposé le Président Fabius, concerne la légitimité qui, de plus en plus, passe des institutions élues au niveau économique et au niveau médiatique. Dans une large mesure, ce sont les grands groupes économiques, financiers et médiatiques qui dominent le monde. Ici aussi, l'antidote est le rétablissement du rôle des démocraties et des institutions parlementaires.

Dans ce contexte, le Président Fabius a défendu la possibilité que la Conférence des Présidents, tout en respectant les spécificités institutionnelles et avec flexibilité et pragmatisme, prenne des décisions sous la forme de recommandations. Après une analyse brillante du phénomène de la globalisation, il a conclu qu'il est insensé que l'on ne puisse rien décider, alors que tous les Présidents présents ont été doublement élus – par le peuple et par leurs pairs.

Le **Président José Maria Gil-Robles** (Parlement Européen) a commencé par aborder la signification de la globalisation, en demandant si nous sommes aujourd'hui dans un monde multipolaire ou dans un monde unipolaire, au sein duquel le Congrès des États-Unis est désormais le seul parlement qui compte. La réponse à ce danger, a-t-il soutenu, consiste à développer les institutions européennes. Il a donc attiré l'attention des autres Présidents sur le processus de réforme institutionnelle de l'Union européenne, dont la préparation commencera lors du prochain Conseil Européen, et il a suggéré que les Parlements nationaux défendent auprès de leurs Gouvernements respectifs la participation parlementaire à ce processus dès le début et non seulement durant la phase de

ratification. Le Parlement Européen, a-t-il déclaré, a déjà fait des pressions sur la Commission dans ce sens.

Le Président Gil-Robles a également considéré qu'il est impératif de savoir utiliser les moyens informatiques dont nous disposons aujourd'hui, pour ne pas être remplacés par eux, par une "démocratie d'Internet". Le Parlement Européen utilise intensément Internet, afin d'assurer la liaison entre les électeurs et les eurodéputés, par l'envoi de suggestions, de préoccupations, etc. En outre, toutes les résolutions sont déjà disponibles en temps réel et des données détaillées sur toutes les phases du processus budgétaire devraient l'être bientôt. Lors de la prochaine COSAC, a-t-il déclaré, sera discutée la manière de fournir aussi des informations des Parlements nationaux, ce à quoi pourra contribuer la représentation que plusieurs assemblées ont déjà installée au Parlement Européen.

Le Président Gil-Robles a également abordé la question du contrôle budgétaire, en annonçant la signature prochaine d'un accord avec la Commission et le Conseil sur la nouvelle unité de contrôle de la Fraude au sein de l'Union – OLAF. Il s'agit d'une entité qui pourra contrôler les États membres et leurs administrations, ainsi que les institutions communautaires, ce qui est important puisque, sur les 927 cas de fraudes pratiquées avec des fonds communautaires détectés, 27 l'ont été dans les institutions communautaires et les 900 autres dans les administrations nationales. Cette unité est rattachée au Parlement Européen et aux autorités judiciaires nationales. Il serait donc utile d'établir un canal d'accès à ces documents pour les Parlements nationaux. Il s'agit d'une question importante, a-t-il conclu, car elle attire l'opinion publique, contrairement au processus législatif, comme l'a démontré la démission de la Commission Européenne.

La **Présidente Riitta Uosukainen** (Finlande) a dit que, à cause de la globalisation et contrairement à ce qui se produisait il y a quelques années, la politique n'est plus vue comme quelque chose qui peut influencer la société par la législation et autres actions, mais simplement améliorer la compétitivité d'un pays dans le cadre mondial. Or, l'expérience a montré que certains aspects cruciaux des sociétés européennes, comme les niveaux salariaux, la protection sociale ou la protection des consommateurs, ne sont pas déterminants pour la compétitivité, dans la mesure où les niveaux de productivité sont aussi assez élevés.

La question cruciale, a affirmé la Présidente Uosukainen, est de savoir créer un environnement législatif qui soit efficace et transparent, toutes les lois devant obéir à deux critères: être suffisantes, nécessaires et adéquates pour atteindre leur objectif et être facilement compréhensibles par le citoyen moyen. Il est impératif, a-t-elle précisé, de faire un effort pour améliorer cet aspect de l'activité parlementaire, tant au niveau national qu'au niveau communautaire, puisque presque tous reconnaissent que la législation communautaire ne remplit pas ces conditions.

La Présidente Uosukainen a affirmé également qu'il est nécessaire, au cours de la prochaine décennie, d'approfondir et de consolider un grand nombre d'accords internationaux dans le domaine du commerce et de l'investissement, domaine où il

existe à l'heure actuelle plus de 10.000 traités au niveau bilatéral. Si nous sommes vraiment conscients de la globalisation, a-t-elle ajouté, il sera certainement préférable de nous orienter vers des accords multilatéraux véritablement élargis au niveau de l'OMC, sans écarter pour autant des préoccupations telles que l'environnement et le développement du tiers monde, les Parlements devant exiger ce type d'initiatives à leurs Gouvernements respectifs. Cette exigence, a-t-elle conclu, tout comme la plus grande urgence de la simplification législative, absolument nécessaire dans nos démocraties, sont des aspects positifs de la globalisation.

Le **Président Apostolos Kaklamanis** (Grèce) a affirmé que, en cette ère de globalisation de la culture, de l'environnement et aussi de l'informatique, les nouvelles formes de gestion économique et entrepreneuriale au niveau mondial exercent une influence accentuée sur les citoyens, sur les formes traditionnelles de solidarité et sur les systèmes politiques des États, qui se fait sentir au niveau des Parlements, parfois exclus des situations de crise politique et des processus de changement social. Au niveau européen, a-t-il ajouté, il existe d'énormes défis, comme celui de l'élargissement, la réforme des institutions et la politique extérieure et de sécurité commune.

Le Président Kaklamanis a souligné que les bouleversements politiques qui se sont produits dans le sud-est de l'Europe et l'incapacité européenne à obtenir une intervention conjointe dans le cadre de la PESC, comme au Kosovo ou en Chypre, démontrent bien la crise des institutions de l'Union Européenne. Au niveau global également, a-t-il ajouté, la réponse à la crise a été inadéquate – les dernières décisions de l'ONU ne font pas augmenter le respect envers cette institution et les actions militaires ont eu d'énormes répercussions sur les pays voisins du Kosovo, au niveau des flux de réfugiés, de l'environnement et de la déstabilisation politique, surtout dans les pays où les institutions démocratiques ne sont pas encore assez mûres. Peut-être n'étaient-ce pas les droits de l'Homme qui étaient en cause, mais plutôt d'autres intérêts stratégiques, comme l'affaiblissement des tentatives d'intégration européenne.

Le Président Kaklamanis a fait savoir qu'une réflexion approfondie a été engagée en Grèce sur ces questions, qui ne sont pas sans rappeler la crise vécue il y a 25 ans par les Grecs chypriotes, à laquelle l'OTAN et les États-Unis n'ont pas répondu de la même façon, en dépit des résolutions et des décisions de l'ONU sur la politique turque dans cette île. La réflexion menée a remis en question la confiance des citoyens grecs vis-à-vis des institutions européennes – 97% de la population grecque est contre la poursuite de la guerre dans les Balkans. Il a donc défendu que les bombardements doivent cesser, que les troupes doivent se retirer et qu'il faut créer les conditions nécessaires au retour des réfugiés dans une région autonome mais non indépendante.

Le Président Kaklamanis a proposé que la Conférence débattenne et approuve, à la fin de la réunion, une résolution sur le problème du Kosovo. Ce serait une manière, a-t-il dit, d'apporter une contribution pour surmonter le défi lancé par le processus de transformation issu de la fin de la guerre froide aux peuples européens et à leurs Parlements, en renforçant le rôle de ces derniers en tant qu'organes

représentatifs des citoyens. Aucune institution, a-t-il conclu, ne représente mieux les peuples que les Parlements, ce qui constitue une énorme responsabilité.

La **Présidente Birgitta Dahl** (Suède), après avoir précisé que son intervention avait été préalablement concertée avec les groupes parlementaires du Parlement suédois, a soulevé la question de la nécessité d'éviter que, en ces temps de globalisation, la coopération internationale n'entre en conflit avec la démocratie et qu'elle ne suscite la méfiance des citoyens envers les deux phénomènes. Elle a reconnu que la première tâche d'un député, la représentation du peuple (parce qu'en démocratie tous les pouvoirs émanent du peuple), est plus compliquée dans certains cas de coopération internationale, ce qui peut conduire, aussi bien les citoyens que les Parlements eux-mêmes, à penser qu'il est plus difficile d'influencer le pouvoir.

Mais pour être actif et compétent en tant que député de nos jours, a affirmé la Présidente Dahl, il faut exercer un double rôle: au niveau interne, d'influence et de contrôle et, au niveau externe, de recherche des formes adéquates de participation à la coopération internationale, en maintenant toujours un dialogue étroit avec les citoyens. Ce dernier aspect, a-t-elle souligné, est essentiel, puisque rien ne remplace le dialogue direct, même si pratiquement tous les documents parlementaires sont disponibles sur Internet en temps réel, comme c'est le cas du Parlement suédois.

Comme les relations internationales précèdent les Parlements et la démocratie, a rappelé la Présidente Dahl, jamais les Parlements n'ont joué un grand rôle dans ce domaine, d'abord réservé aux souverains et, plus tard, aux Gouvernements. Il est vrai, a-t-elle reconnu, que la transnationalisation des questions politiques s'est accélérée à un tel rythme qu'il n'y a pas eu de temps pour procéder à une réflexion approfondie sur les défis soulevés par cette évolution, mais les Gouvernements ne peuvent pas agir avec crédibilité et autorité s'ils n'ont pas le soutien de leurs Parlements nationaux et, partant, de leurs citoyens. Grâce à la coopération interparlementaire, a-t-elle ajouté, il est possible d'apprendre à influencer mieux et plus tôt les représentants dans les négociations internationales, en renforçant la démocratie dans nos pays.

Pour conclure, la Présidente Dahl a réaffirmé qu'il est nécessaire d'ajouter une dimension internationale à tout le travail parlementaire et d'ajouter une dimension internationale à toute la coopération parlementaire.

Le **Vice-président Manfred Stolpe** (Bundesrat, Allemagne) a considéré importante l'intervention du Président Kaklamani, quand il a souligné la faiblesse de l'Europe dans la crise des Balkans. Il a présenté la globalisation comme une menace pour la démocratie parlementaire dans la mesure où plusieurs de ses éléments (vitesse de communication, capacité de manipulation, information de masse et grandes concentrations économiques au niveau mondial) peuvent remettre en cause l'élection libre des députés, qui constitue le cœur de la démocratie.

Le Vice-président Stolpe a affirmé qu'il est nécessaire de rendre plus compréhensible la raison d'être des lois – le "comment" des lois -, ainsi que de rendre plus clair pour le citoyen qui fait ses lois – le "qui" des lois – de manière à pouvoir le responsabiliser. Il pense que la Conférence devrait déboucher sur une impulsion nouvelle en vue de l'amélioration du processus législatif et, à quelques jours des élections au Parlement Européen, sur un appel à la participation à ces élections.

Le **Président Almeida Santos** (Portugal) s'est déclaré pessimiste quant aux effets de la globalisation sur les démocraties parlementaires, parce que l'on continue à appliquer des cadres mentaux du passé pour réfléchir à des questions qui relèvent plus du futur que du présent; le monde politique et, d'une manière générale, le monde institutionnel est déjà aujourd'hui, dans une certaine mesure, inadapté par rapport au monde relationnel, informationnel qui règne et où domine le pouvoir économique, allié au pouvoir informatif.

La démocratie, a dit le Président Almeida Santos, est de moins en moins représentative et de plus en plus directe, comme le prouvent la pression que les sondages exercent sur les décideurs politiques, les expériences de télévote, de "démocratie électronique" (avec vote par ordinateur). Cela ne signifie pas, a-t-il ajouté, que les Parlements ont cessé d'exister – il est impossible de faire des lois en appuyant sur un bouton – mais la pensée législative aura une influence directe de plus en plus grande des citoyens.

En tant qu'adepte de la démocratie représentative et de l'institution parlementaire, le Président Almeida Santos a également dit que nous devons défendre cette dernière contre ses ennemis, qui sont stimulés par la globalisation, si nous ne prenons pas conscience de ses résultats et de ses répercussions. Il a souligné l'importance de surveiller, presque quotidiennement, les conséquences du phénomène de la globalisation au niveau de la pensée politique et de la pensée autour de l'institution parlementaire, suggérant même que ce thème figure de manière permanente aux conférences des présidents.

Le **Président Trillo-Figueroa** (Congrès des Députés, Espagne) a remercié les contributions des participants et a souligné qu'ils sont tous convergents en ce qui concerne l'identification tant des problèmes soulevés par la globalisation pour la démocratie représentative, que de ses aspects positifs.

Il a également mis l'accent sur la confiance dans les Parlements que les présidents représentent et dans leur avenir en tant qu'organes de contrôle de l'exécutif, qu'il soit national, transnational ou international, et des groupes médiatiques et économiques, manifestée par tous les participants.

Le Président Trillo-Figueroa a encore précisé que, s'il y a une prise de conscience du défi, l'adaptation des Parlements au monde globalisé est parfaitement possible.